



# Bulletin sur les conflits locaux

## Dynamiques de conflit en Guinée-Bissau

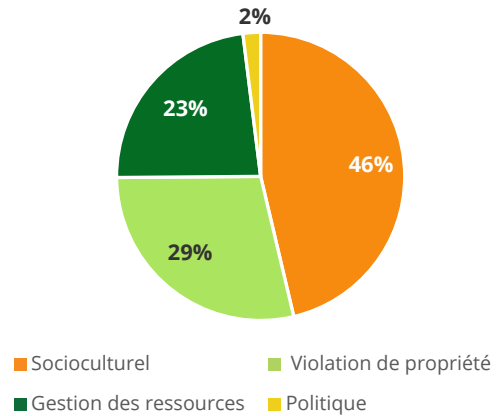


Ce bulletin présente les données sur l'occurrence des conflits, collectées mensuellement par un réseau de médiateurs locaux, les Espaces régionaux de dialogue (ERD, RSD en portugais), présents dans toutes les régions administratives du pays (à l'exception de Caravela et Uno). L'analyse des données présentée ici a été préparée par l'équipe Voz di Paz et son partenaire Interpeace, avec les contributions du Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH) et la validation des partenaires concernés. Les données présentées dans ce bulletin portent sur la période entre janvier et mai 2024.

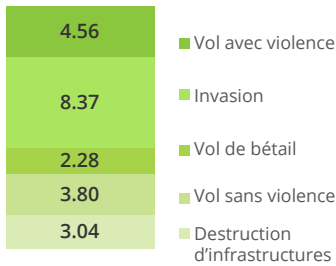
# Thèmes et sous-thèmes de conflit

Afin de mieux synthétiser les informations sur les conflits signalés au niveau national, quatre principaux thèmes ont été établis, chacun divisé en plusieurs sous-thèmes. Reconnaissant que les conflits sont complexes et découlent souvent de causes multiples, la collecte de données permet d'identifier jusqu'à deux sous-thèmes auxquels ceux-ci sont liés, en mettant en évidence lequel d'entre eux était le principal facteur de motivation du conflit et lequel était secondaire. Les principaux thèmes et sous-thèmes des 203 conflits signalés entre janvier et mai 2024 sont présentés ci-dessous, en pourcentage du total des conflits.

Part des conflits par thème



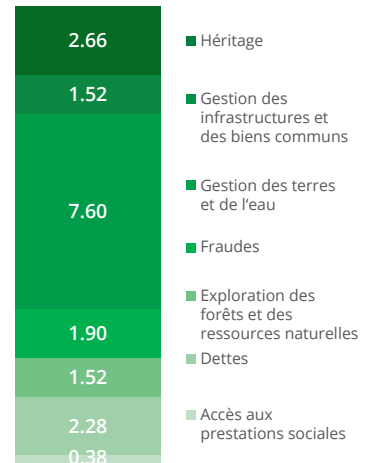
## Violation de propriété



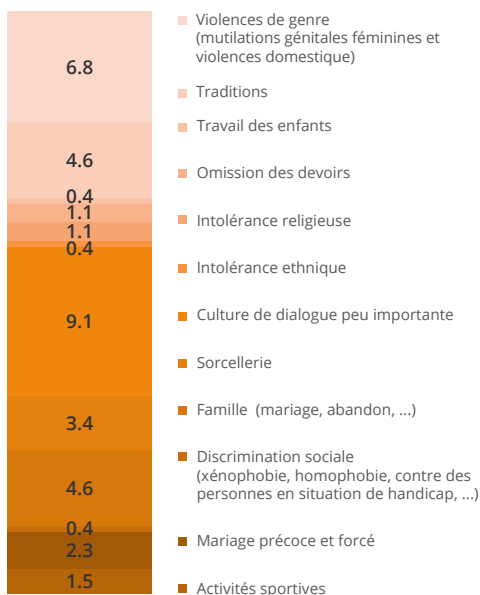
## Thèmes et sous-thèmes principaux

Dans les conflits liés à la violation de propriété, les rapports d'invasion de terres, de vol et de destruction de récoltes, en particulier aux niveaux individuel et communautaire, sont les plus alarmants.

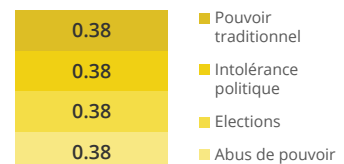
## Gestion des ressources



## Socioculturel



## Politique

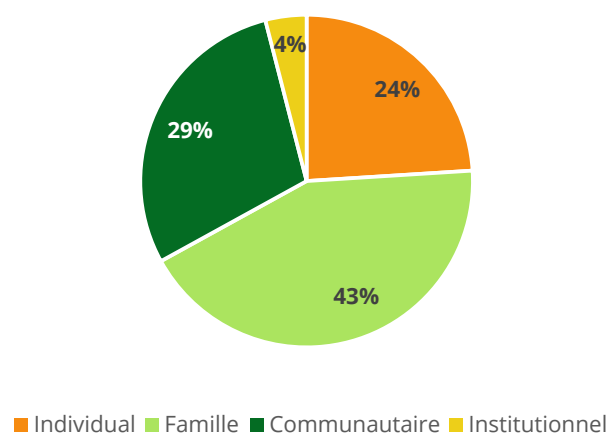


Ces thèmes et sous-thèmes ont été établis en considérant les composantes de droits humains des deux Pactes internationaux pour également couvrir cette dimension. Certains des conflits mentionnés peuvent équivaloir à des violations des droits humains dans différentes approches (civils et politiques, droit à l'existence, protection et intégrité physique notamment). Si celles-ci ne sont pas l'objet d'investigations ou résolues dans des délais adaptés, elles peuvent donner lieu à d'autres abus, comme des vols, de mariage précoce ou forcé ou de violence domestique.

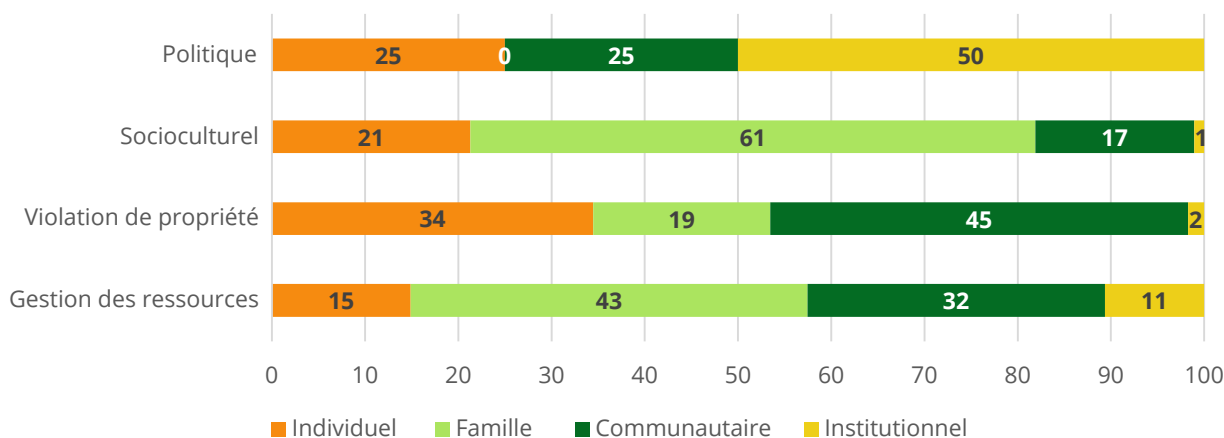
## Niveau de conflit par thème

Le niveau de conflit est catégorisé en fonction des thèmes et des domaines concernés, plutôt qu'en fonction du nombre de personnes concernées. Par rapport au bulletin précédent, le pourcentage de conflits institutionnels signalés reste faible, car ils sont difficiles à identifier, compte tenu du secret et de la politique de l'institution sur laquelle ils portent. En revanche, les conflits familiaux continuent d'être les plus signalés (35 % dans le bulletin précédent).

Part des conflits par niveau



Niveau de conflit par thème

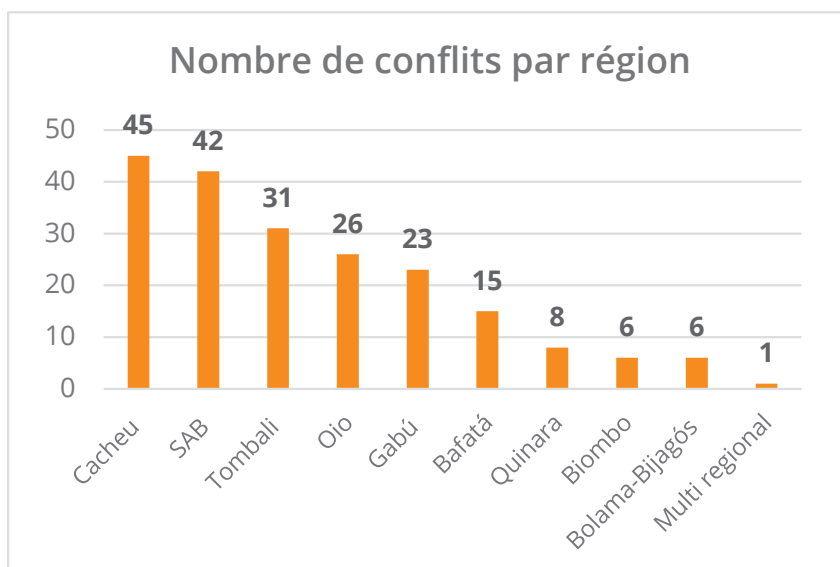


En analysant le graphique ci-dessus, il peut être observé que les conflits familiaux constituent la plus grande proportion des conflits socioculturels (61%). Par ailleurs, les conflits communautaires et individuels ont tendance à être plus fréquents dans le thème de la violation de la propriété, totalisant près de 80 pour cent des conflits identifiés dans ce thème

## Região

Le graphique montre le nombre de conflits identifiés et enregistrés, qui ne colle pas forcément à tous les conflits qui ont réellement eu lieu. En d'autres termes, le nombre de conflits mentionnés dépend de l'activité des contrôleurs sur place.

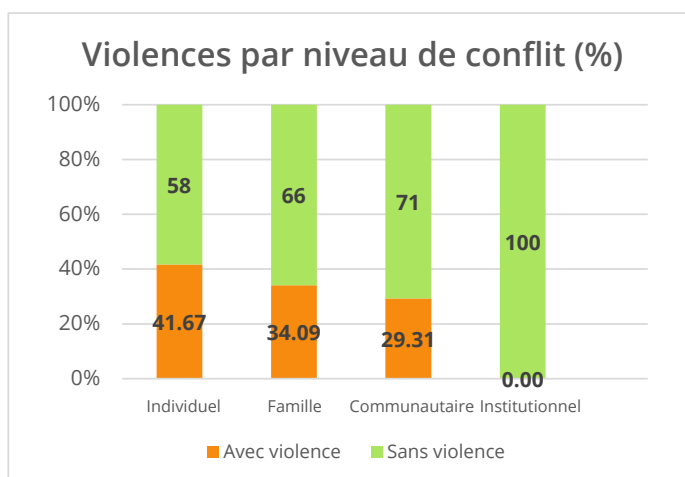
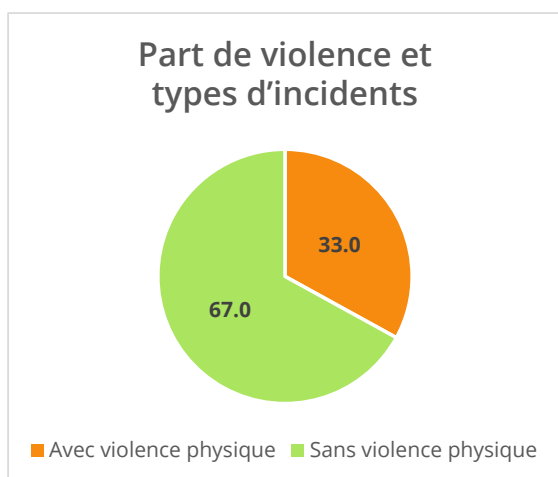
Un conflit multirégional a eu lieu au cours de la période couverte par ce bulletin. Il s'est étendu autour d'un épisode de vol de bétail dans le secteur de Canchungo et qui a impliqué les autorités policières de Canchungo et de Gabú dans le processus de saisie du bétail et de sa restitution à ses propriétaires, qui résident à Gabú.



## Niveau de violences et types d'incidents

Globalement, le niveau de violence dans les conflits identifiés a diminué de manière significative par rapport aux conflits rapportés dans le bulletin précédent (septembre à décembre 2023).

Il faut toutefois noter que les conflits individuels semblent avoir un niveau de violence plus élevé que la moyenne de la violence générale (autour de 42 %) et que celui-ci est également élevé dans les conflits familiaux (34 %).

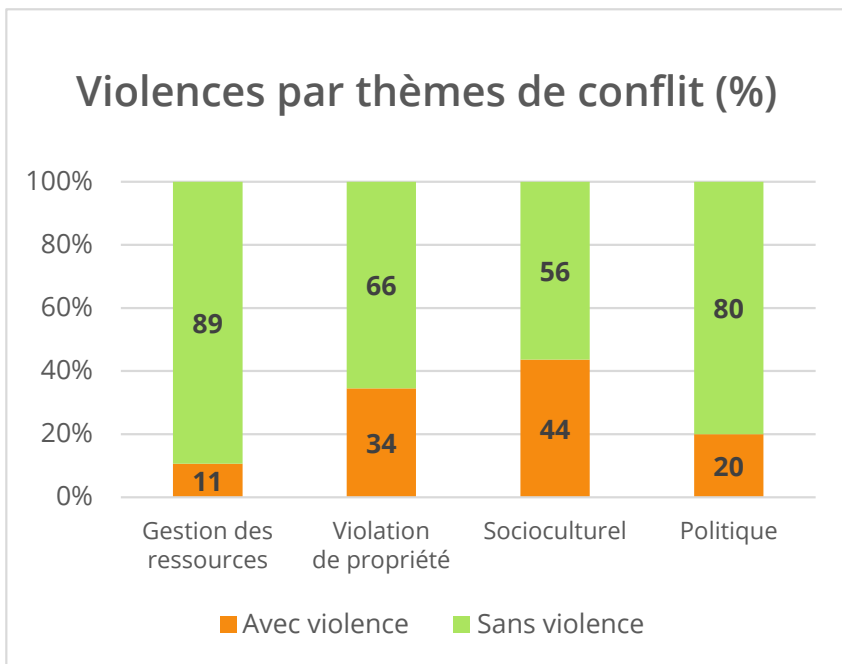








Malgré les avertissements sur la manifestation de violence dans les conflits mentionnés, par rapport aux données précédentes, une diminution significative du degré de violence est observée dans tous les thèmes, à l'exception des conflits liés à la gestion des ressources où les données montrent une augmentation (+11%) par rapport au bulletin précédent.

En général, certains thèmes présentent un niveau de violence plus élevé que d'autres, notamment les conflits socioculturels (principalement au niveau familial et individuel). Cette tendance est davantage observée dans ceux liés à la violence basée sur le genre, aux problèmes familiaux et à une faible culture du dialogue, qui constituent 38 % de tous les conflits signalés au niveau familial.

En revanche, les problèmes liés aux intrusions, aux vols et aux cambriolages sont des sous-thèmes plus violents lors de violations de biens.

En ce qui concerne les types d'incidents, entre janvier et mai 2024, les suivants ont été mentionnés :



	<p><b>70</b> fortes disputes avec insultes <b>35</b> menaces</p>		<p><b>7</b> meurtres</p>
	<p><b>24</b> incidents corporels graves</p>		<p><b>2</b> incidents de torture</p>
	<p><b>26</b> incidents corporels</p>		<p><b>5</b> cas de violences sexuelles</p>

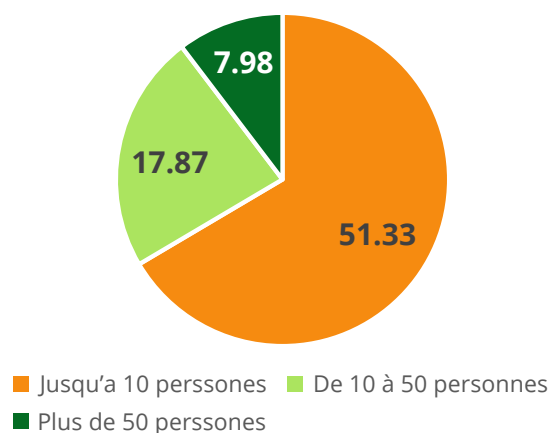
Par rapport à la période précédente (septembre à décembre 2023), les cinq mois de 2024 ont connu une légère augmentation du nombre d'incidents mentionnés.

## Dimension des conflits

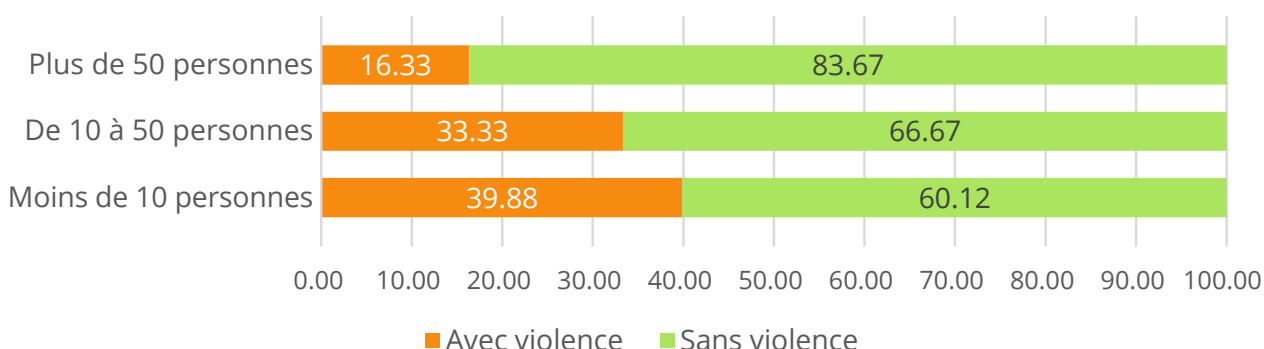
La dimension du conflit est liée au nombre de personnes affectées ou associées au conflit, même si elles n'y sont pas directement impliquées.

En général, la plupart des conflits restent de petite envergure, mais le degré de violence est également observé dans les conflits impliquant plus de 50 personnes.

Ampleur des conflits (%)



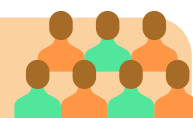
Niveau de violence par nombre de personnes impliquées dans le conflit (%)



## Résolution et durée des conflits

Par rapport au bulletin précédent, une augmentation du pourcentage de conflits résolus a été observée au moment de la rédaction du rapport (une augmentation d'environ 15 pour cent).

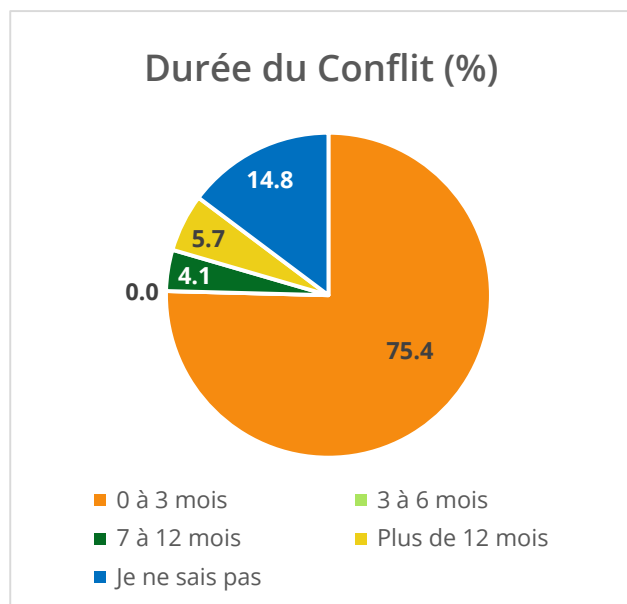
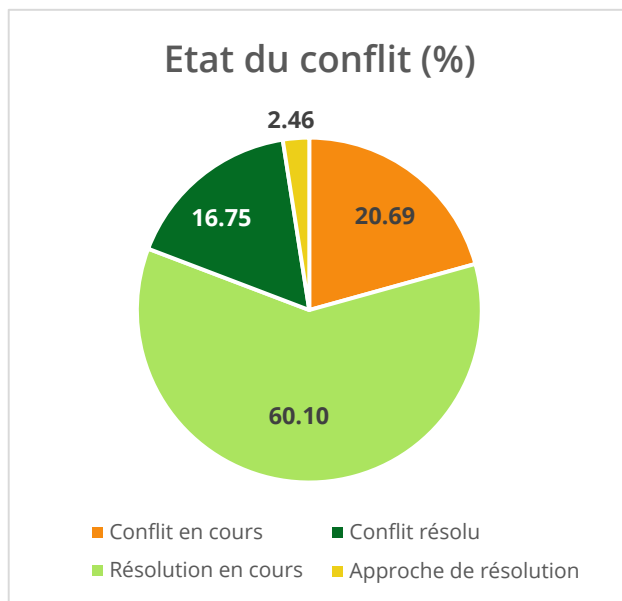
Au cours de ces cinq mois de collecte, trois conflits ont été observés, impliquant plus de 100 personnes et enregistrant des violences physiques, dans trois régions différentes du pays : un vol de bétail à Farim (assassinat), un conflit sur des questions réglementaires à Ganadu (enlèvement) et un conflit sur la gestion des terres à Bubaque (usage excessif de la force par les autorités).



60% des conflits mentionnés entre janvier et mai 2024 étaient déjà résolus.

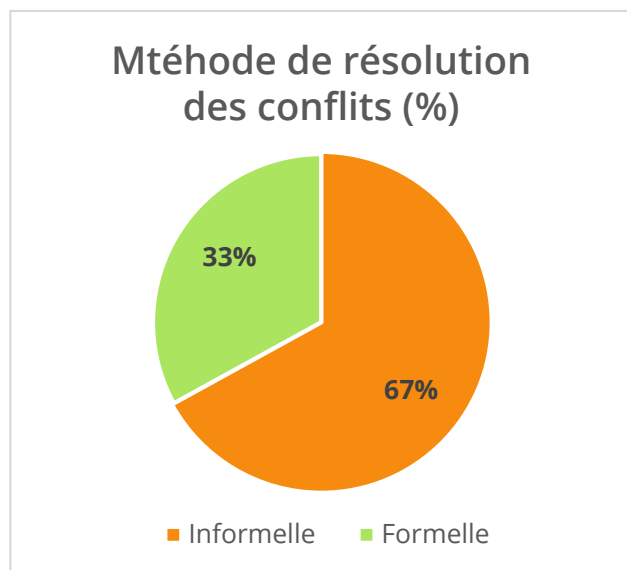
Environ 3% des conflits avaient fait l'objet d'une approche pour les résoudre.

Il est important de mentionner qu'environ 21% des conflits étaient en cours au moment du bulletin.



La vaste majorité des conflits résolus mentionnés ont duré au maximum trois mois. Toutefois, une petite part (environ 6%) ont duré plus d'un an et la durée d'environ 15% n'était pas établie.

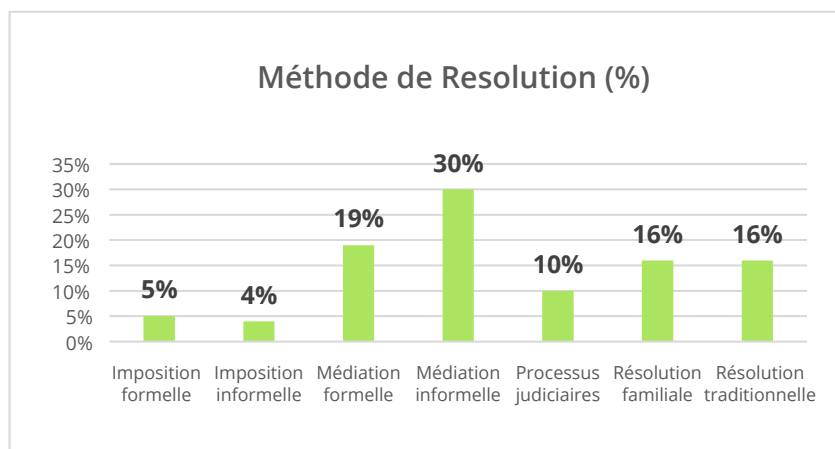
## Méthodes de résolution des conflits



La majorité des conflits résolus mentionnés l'ont été par le biais de mécanismes traditionnels ou informels, poursuivant la tendance observée dans le bulletin précédent.

La préférence de la population pour ce type de mécanisme a été précédemment vérifiée avec le Baromètre sur la gouvernance de la justice en Guinée-Bissau, dont les résultats sont disponibles sur <https://justicapapaz.org/>.

Bien que la répartition entre résolution traditionnelle et formelle ne varie pas par rapport au bulletin précédent, une augmentation des signalements de cas résolus par voie de résolution familiale (16 %) et de procédures judiciaires (10 %) a été observée .

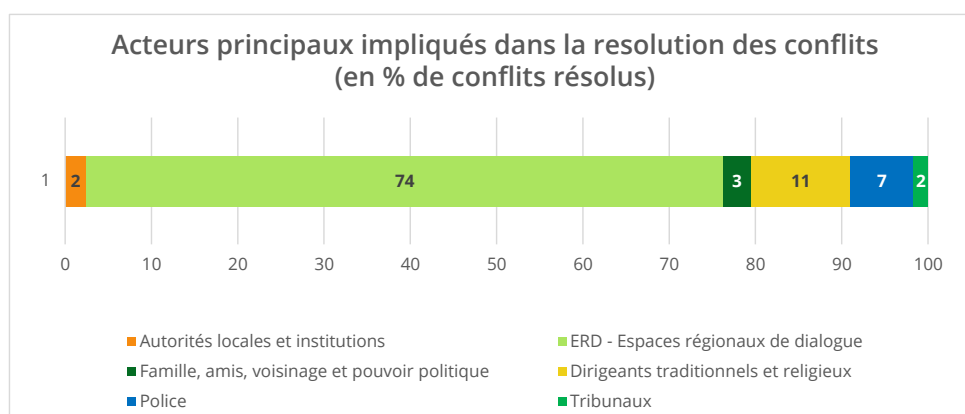


Pour cette analyse, ces méthodes de résolution sont comprises comme :

- La « résolution traditionnelle » et la « résolution familiale » sont les cas dans lesquels le conflit est considéré comme terminé grâce à l'intervention des chefs traditionnels ou religieux ou des chefs de famille.
- La « médiation informelle » et la « médiation formelle » sont les cas dans lesquels la résolution est faite avec une approche de médiation, respectivement par des acteurs informels (dirigeants ou personnes influentes de la communauté, structures de la société civile, etc.) ou par des acteurs formels (membres d'institutions étatiques, par exemple).
- « Imposition informelle » et « Imposition formelle » sont les cas dans lesquels le conflit est considéré comme terminé avec une imposition faite par des acteurs informels (leaders communautaires, chefs de famille, etc.) ou formels (membres des Forces de défense et de sécurité ou des institutions étatiques, par exemple).

L'équipe reconnaît que lorsque les conflits sont résolus de manière imposante, des tensions peuvent encore subsister, parce que ce type de résolution ne satisfait pas toujours toutes les parties.

## Les acteurs principaux contribuant à la résolution des conflits

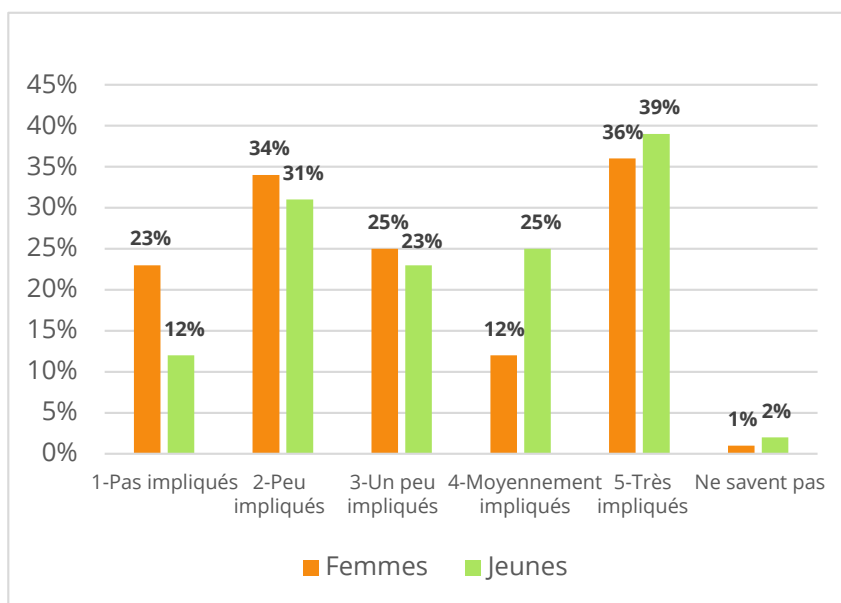




179 conflits sur 203 (86%) ont été résolus avec la contribution d'au moins 2 acteurs.

Il est également important de relayer que les Espaces régionaux de dialogue de Voz di Paz continuent d'occuper le podium en tant qu'acteur principal dans la résolution des conflits locaux, avec une participation dans 74% des conflits résolus.

## Implication des femmes et des jeunes dans la résolution des conflits



Aucune variation majeure entre la participation des jeunes et des femmes à la résolution des conflits n'a été observée.

Cependant, en général, une plus grande participation des jeunes a lieu, alors que les femmes continuent d'être davantage exclues de la prise de décision en général.



En particulier, elles sont moins impliquées dans la résolution des violations de propriété et les conflits socioculturels (**48 %** et **41 %** « peu » impliqués).



Sur le plan géographique, c'est dans la région de Cacheu que les jeunes semblent être les plus impliqués (environ **36 %** « très » impliqués dans la résolution), et dans la région autonome de Bissau, où l'association des femmes est proche de **23 %**. Il est important de souligner que la participation des jeunes et des femmes a diminué de manière significative par rapport au bulletin précédent.

Les données complètes sur les conflits signalés sont disponibles pour consultation en anglais, en français et en portugais sur le site Web suivant :

<http://www.confliitocalgb.org>

HTTP://



## Interpeace Guiné-Bissau

Escritório da Voz di Paz,  
Bairro de Enterramento CP588  
Bissau, Guiné-Bissau  
ferrati@interpeace.org



## Voz di Paz

Bairro de Enterramento CP588  
Bissau, Guiné-Bissau  
vozdi paz@gmail.com  
<https://www.vozdipaz.org/>



En partenariat avec les Nations unies

[www.interpeace.org](http://www.interpeace.org)

X @InterpeaceTweet     @interpeace